

# Caisse des Dépôts et de Développement

---

## *Rapport annuel 2018*



**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**  
**PREMIER MINISTÈRE**

**UN INVESTISSEUR AU SERVICE DE L'INTERET GENERAL**

---

## SOMMAIRE

<b>MOT DU DIRECTEUR GENERAL.....</b>	<b>3</b>
<b>FAITS MARQUANTS EN 2018.....</b>	<b>4</b>
<b>CHIFFRES CLES.....</b>	<b>5</b>
<b>1. PROFIL DE LA CAISSE.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. MODELE ECONOMIQUE.....</b>	<b>7</b>
<b>1.2. GOUVERNANCE.....</b>	<b>8</b>
<b>1.3. ORGANISATION.....</b>	<b>9</b>
<b>1.4. PRESENCE INSTITUTIONNELLE.....</b>	<b>10</b>
<b>2. PERFORMANCE 2018.....</b>	<b>11</b>
<b>2.1. MOBILISATION DE RESSOURCES.....</b>	<b>12</b>
<b>2.2. APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES.....</b>	<b>13</b>
<b>2.3. FINANCEMENT DES PME.....</b>	<b>14</b>
<b>2.4. FONDS DE SOUTIEN A L'EMPLOI.....</b>	<b>15</b>
<b>3. RAPPORT FINANCIER.....</b>	<b>16</b>
<b>3.1. Analyse des résultats.....</b>	<b>16</b>
<b>3.2. Etats financiers.....</b>	<b>20</b>

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

AGRД	Activités Génératrices de Revenus Durables
ATTM	Société d'Assainissement, de Travaux, de Transport et
BAD	Banque Africaine de Développement
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BID	Banque Islamique de Développement
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial (impôt sur)
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAM	Crédit Agricole de Mauritanie
CDD	Caisse des Dépôts et de Développement
CDG	Caisse des Dépôts et de Gestion
CMAP	Centre Mauritanien d'Analyse de politiques
DAT	Dépôts A Terme
DC	Diplômé Chômeur
DD	Direction du Développement
DDC	Direction des Dépôts et Consignations
EPA	Etablissement Public Administratif
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et
FOREMI	Fonds de Refinancement des Institutions de
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique
FSE	Fonds de Soutien à l'Emploi
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
IMF	Institutions de Microfinance
IRF	Impôt sur le Revenu de la Fortune
ISKAN	Société de Construction et Gestion Immobilière de la
ITS	Impôt sur Traitements et Salaires
MF	Ministère des Finances
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SOGEM	Société de Gestion de l'Electricité de Manantali
SONIMEX	Société Nationale d'Importation et d'Exportation
TPE	Très Petites Entreprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## **MOT DU DIRECTEUR GENERAL**

L'année 2018 a été marquée par le renforcement de la position de la caisse des Dépôts et de Développement (CDD) en tant qu'acteur éprouvé en matière de financement de l'économie nationale.

En matière d'accompagnement des politiques publiques, la Caisse a confirmé sa position de partenaire solide au service des chantiers économiques prioritaires de l'Etat. C'est dans ce cadre, que près de 300 millions d'Ouguiyas (MRU) ont été accordés à des projets d'intérêt général. On peut citer, à titre d'exemples : les « Chantiers navals de Mauritanie » (35 millions), « Toumours Mouratnia » (40 millions), le « Centre Hospitalier des Spécialités de Nouadhibou » (25 millions) et la Mauritanienne de Sécurité Privée (37 millions).

S'agissant du financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), l'action de la CDD s'est inscrite dans la poursuite du rythme soutenu, déjà amorcé en 2017. C'est ainsi que l'enveloppe cumulée des financements accordée aux PME est passée de 1.07 milliards MRU en 2017 à 1.39 en 2018, soit une progression de 29% pour la deuxième année consécutive. Ces financements, ont ciblé 87 entreprises opérant dans divers secteurs d'activité dont l'industrie, les services, le tourisme, la pêche, le commerce, le bâtiment et le secteur rural.

Enfin, au niveau du Fonds de soutien à l'emploi (FSE), qui cible l'appui de la jeunesse et la viabilisation des périphéries des grandes villes, la priorité est de poursuivre les résultats déjà obtenus ainsi que la pérennisation du programme. Au 31.12.2018, plus de 7600 petits projets ont été financés dans le cadre de ce programme, pour une enveloppe atteignant 716 millions MRU. Les financements accordés en 2018 ont été effectués à partir du recyclage des fonds recouvrés de l'enveloppe déjà mise en place durant les années passées.

Sur le plan financier, les résultats de l'année 2018 font ressortir un total de bilan de 8.2 milliards d'Ouguiya, un total du hors-bilan de 1.7 milliards et un résultat positif de 122 millions d'Ouguiya.

Les ressources du bilan sont essentiellement composées des dépôts (5.4 milliards), de capitaux propres (1.4 milliards) et d'emprunts sur le marché international (0.6 milliards). Au niveau des emplois, l'essentiel de l'actif est composé de trésorerie (4.0 milliards), de crédits à la clientèle (2.5 milliards) et de placements à terme auprès du système bancaire (0.4 milliards).

**Mohamadou Youssouf DIAGANA**

## FAITS MARQUANTS EN 2018

### Mobilisation de ressources

- Finalisation des procédures de préparation d'une deuxième ligne de crédit auprès du FADES (30 millions de dollars)
- Appel de fonds pour la 3ième tranche de la ligne FKDEA (170 millions MRU)
- Préparation du lancement des activités du FOREMI
- Signature d'un Mémorandum entre l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA), le Ministère du Développement Rural (MDR).

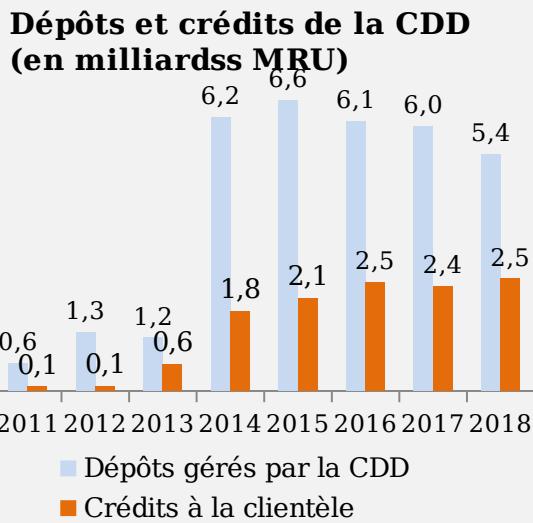
### Appui aux politiques publiques

- 40 millions MRU de financement pour la SOCIETE « TOUMOUR MAURITANIA »
- 35 Millions MRU de financement pour « CHANTIERS NAVALS DE MAURITANIE »
- 25 Millions MRU de financement destinés à l'acquisition d'équipements et matériels médicaux au profit du Centre Hospitalier des Spécialités de Nouadhibou (CHSN)

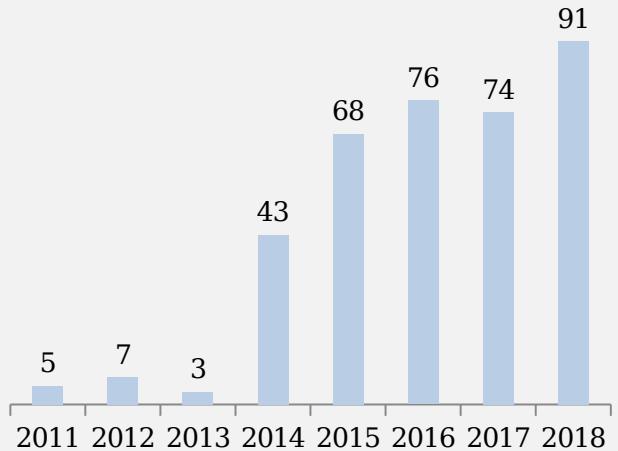
### Financement du secteur privé

- 36,8 Millions MRU de financement destinés à l'acquisition d'une flotte de 60 taxis desservant l'Aéroport international d'Oum Tounsi
- 318,5 Millions MRU de financement au profit de 87 PME
- 716 millions MRU de financement dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi.

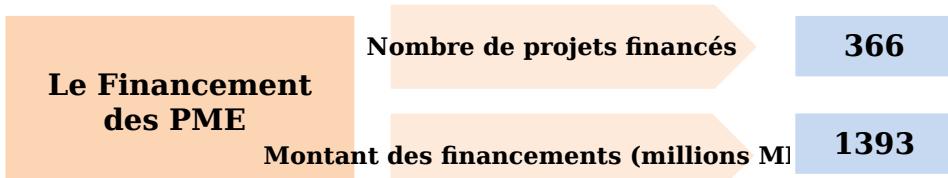
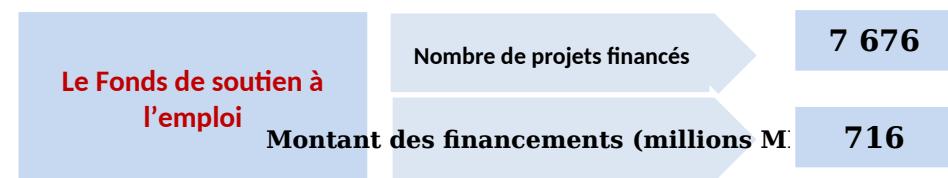
## CHIFFRES CLES



**Résultat net de la CDD (en millions MRU)**



**Synthèse des financements accordés au secteur privé par la CDD**



## 1. PROFIL DE LA CAISSE

*« Il est créé, sous le nom de Caisse des Dépôts et de Développement, un établissement public à statut spécial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière au service de l'intérêt général et du développement économique et social du pays, en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales et peut exercer des activités*

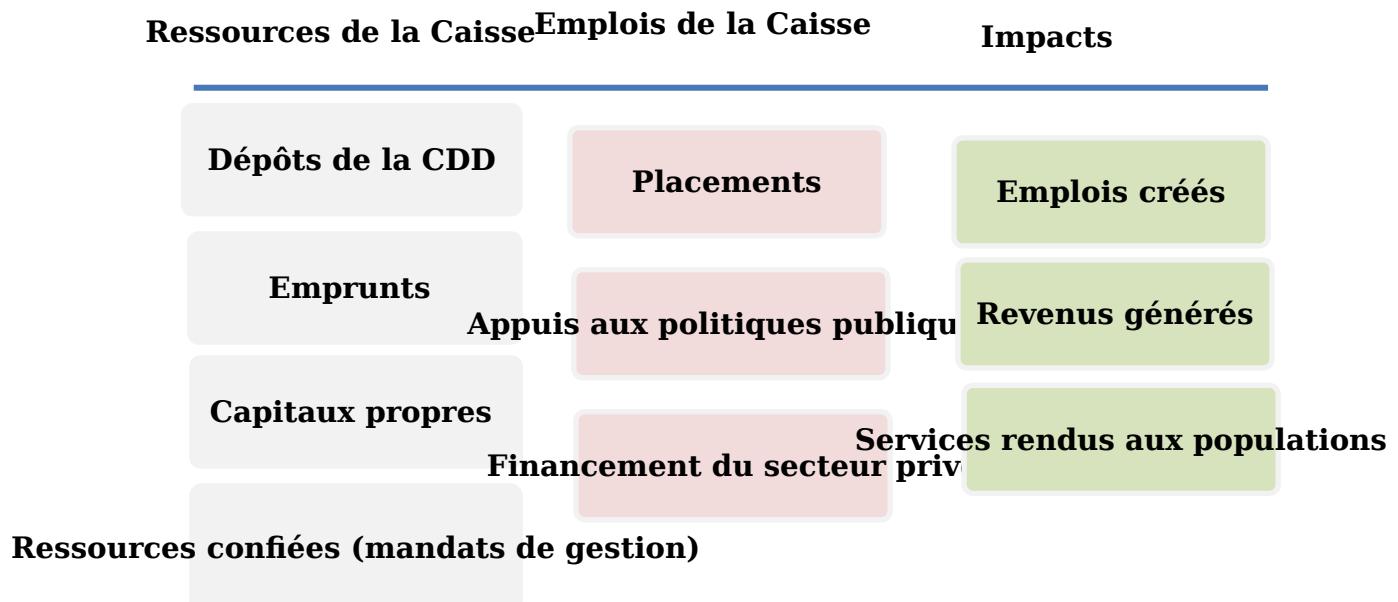
## 1.1. MODELE ECONOMIQUE

La Caisse des Dépôts et de Développement a pour mission de sécuriser les fonds mis à sa disposition et d'accompagner les politiques publiques et les collectivités locales au service du développement économique et social du pays.

En tant qu'établissement public, la CDD doit être en mesure d'accompagner les politiques menées par le Gouvernement et d'y apporter son expertise et ses ressources afin de garantir efficacité et viabilité aux projets.

En tant qu'investisseur, la Caisse des Dépôts veuille à agir, toujours au service de l'intérêt général, tout en garantissant une meilleure gestion des risques et un rendement avéré à son action. Elle veuille, dans ce cadre, à agir uniquement là où l'action du secteur privée est défaillante.

### Schéma d'action de la CDD



## 1.2. GOUVERNANCE

La gouvernance de la CDD est assurée par un dispositif comprenant un Conseil d'orientation stratégique, une Commissions de surveillance de la Direction des Dépôts et Consignations et une Commission de surveillance de la Direction du Développement. Ces instances comportent des représentants de l'Administration publique, du Parlement, des Collectivités locales et des Partenaires techniques et financiers du pays.

**Le Conseil d'orientation stratégique** est présidé par le Premier Ministre. Il est chargé de s'assurer du respect des grands objectifs fixés par les Pouvoirs publics et de la bonne coordination avec les partenaires financiers de la Mauritanie.

**Les Commissions de Surveillance**, désignés pour un mandat de trois ans, entendent trimestriellement le compte rendu établi par la Direction Générale sur la situation des

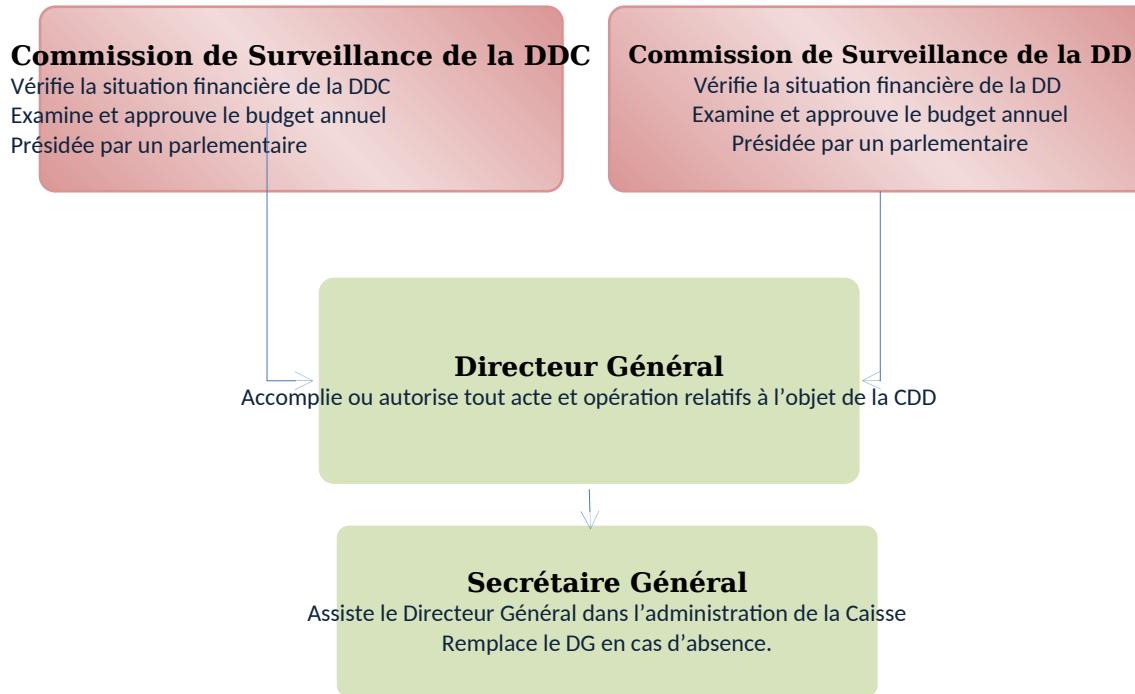
deux directions opérationnelles. Elles doivent vérifier la situation des fonds encaissés et du portefeuille ainsi que la bonne tenue des écritures.

L'administration et la gestion sont assurées par un Directeur Général, un Secrétaire Général et un Caissier Général.

**Le Directeur Général** de la Caisse est responsable de la gestion de ses fonds et valeurs. Il est nommé par décret présidentiel pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois. Il est entendu par les commissions de l'Assemblée Nationale et du Sénat chargées des finances et de l'économie pour présenter son projet de gestion de la CDD.

Le Directeur Général est assisté par un **Secrétaire Général** qui le remplace, de droit, en cas d'absence ou d'empêchement.

**Le Caissier Général** est responsable du maniement, de la conservation et de la garde des fonds, valeurs et titres appartenant ou confiés à la Caisse.

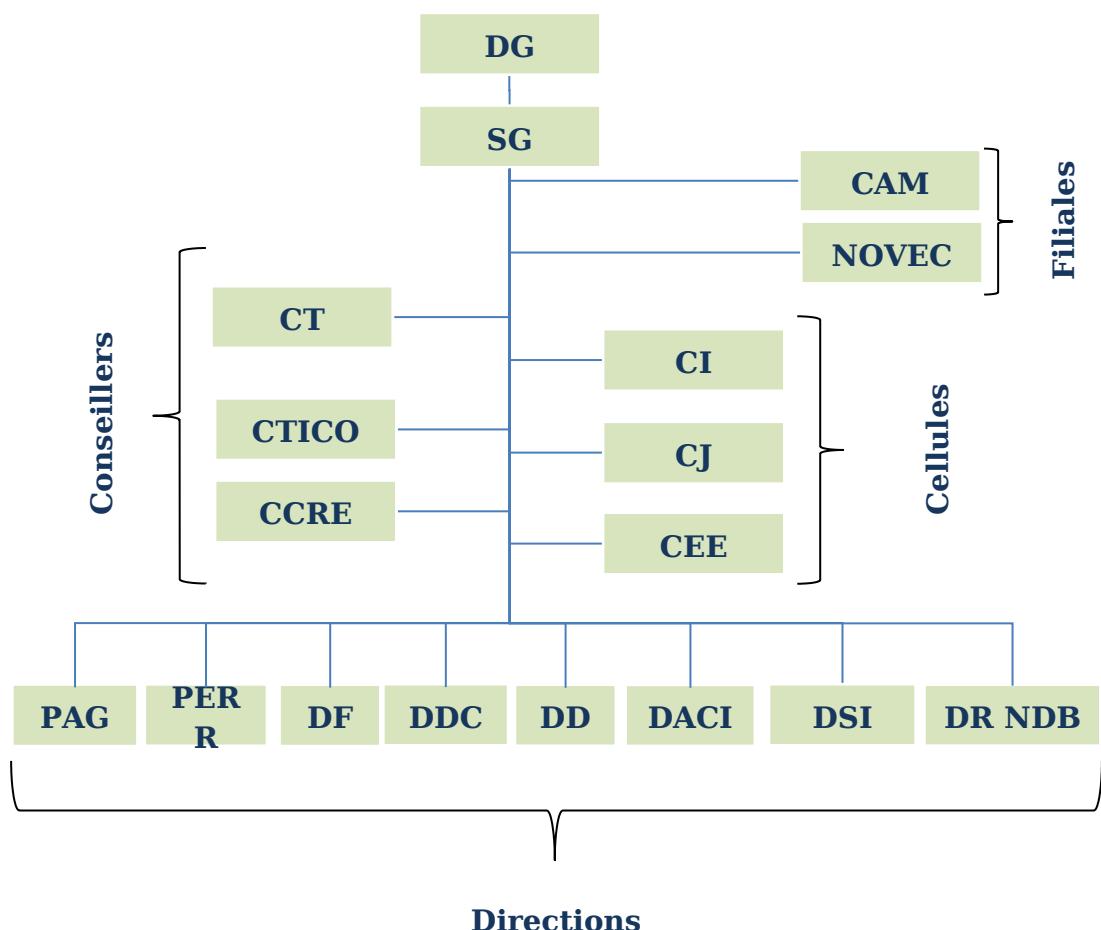


### 1.3. ORGANISATION

La Caisse des Dépôts et de Développement a deux bras opérationnels :

- **La Direction des Dépôts et Consignations** est un investisseur financier à court terme. Elle réalise toutes les opérations bancaires relatives à la gestion des dépôts et consignations confiées à la Caisse.
- **La Direction du Développement** est un investisseur financier à moyen et long termes. Elle peut engager des fonds en cofinancement avec les banques ou dans le cadre de mandats de gestion. Elle a aussi pour mission la mobilisation des ressources extérieures pour financer des projets de développement.

Ces deux directions s'appuient sur les différentes structures supports de la Caisse.



**DG : Direction Générale**

**SG : Secrétariat Général**

**CCRE** : Conseiller chargé des affaires du cabinet et des relations extérieures

**CTICO** : Conseiller technique chargé de l'organisation et des TIC

**CT** : Conseiller technique

**CEE** : Cellule des études économiques

**CI** : Cellule Ingénierie

**DDC** : Direction des dépôts et consignations

**DD** : Direction du développement

**PERR** : Pôle engagements, risques et recouvrement

**PAG** : Pôle d'administration générale

**DACI** : Département de l'audit et de contrôle interne

**DF** : Département financier

## CJ : Cellule Juridique

CAM : Crédit Agricole de Mauritanie

DSI : Département du système d'information  
DR NDB : Direction régionale de Dakhlet Nouadhibou  
NOVEC Mie: Joint-venture avec NOVEC Maroc

## 1.4. PRESENCE INSTITUTIONNELLE

La présence de la CDD, en tant que bras financier du Gouvernement, dans le tissu économique du pays est désormais confirmée. Elle se manifeste, en particulier par :

## **Au niveau des régions :**

- Une agence/représentation dans chaque wilaya du pays;
- Plus de 700 millions MRU de financement dans les régions (TPE) ;
- Une filiale dédiée au financement du secteur agricole, avec 3 agences sur la vallée du fleuve ;
- 130 employés permanents et plus 33 employés dans les filiales.

## **Au niveau des institutions du pays**

## || **Des conventions de partenariat et/ou coopération avec :**

- Le Ministère des Finance ;
- Le Ministère du Développement Rural ;
- Le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime ;
- Le Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Le Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle et des technologies de l'information et de la communication ;
- La Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) ;
- L'Agence TADAMOUN.

## □ Des financements accordés à plusieurs institutions publiques :

- Société Nationale d'Importation et d'Exportation (SONIMEX) ;
- ATTM ;
- Société des Transports Publics (STP) ;
- SMCP ;
- Société Toumour Mauritania ;
- Chantiers Navals De Mauritanie ;
- Centre Hospitalier des Spécialités de Nouadhibou (CHSN).

## □ Des participations dans les capitaux d'institutions publiques :

- TVM ;
- TDM ;
- RM.

## □ **Membre au Conseil d'orientation Stratégique de la Zone Franche de Nouadhibou**

## **Au niveau international**

- Une convention avec le FADES (ligne de crédit de 20 millions de dollars) ;
- Une convention avec le FKDEA (ligne de crédit de 6 millions de dinars koweitien) ;
- Un accord de partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignation Française (Echanges techniques);
- Une convention de coopération avec la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (échanges techniques, création d'une joint-venture spécialisée en ingénierie).

## 2. PERFORMANCES 2018

- ☛ **30 millions de dollars en cours de mobilisation ;**
- ☛ **170 millions MRU en cours d'appel ;**
- ☛ **Près de 300 millions MRU de financements accordés au service de l'intérêt général ;**
- ☛ **1393 millions MRU de financements accordés aux PME dont 318 millions accordés en 2018 ;**
- ☛ **716 millions MRU de financements à des TPE dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Emploi ;**
- ☛ **Résultat comptable excédentaire de 122 millions**

MPU 1

## **2.1. MOBILISATION DE RESSOURCES**

Les ressources de la Caisse des Dépôts et de Développement ont atteint 8.2 milliards d'Ouguiya au 31.12.2018. Elles proviennent essentiellement des dépôts (4.9 milliards), de capitaux propres (1.4 milliards), des ressources destinées au financement du Fonds de soutien à l'emploi (0.4 milliards), d'emprunts sur le marché international (0.6 milliards).

Par ailleurs, la CDD continue à œuvrer pour une mobilisation de ressources extérieures destinées à couvrir les besoins des différents secteurs d'activité économiques. Dans ce cadre, les initiatives suivantes ont été lancées en 2018 :

- Négociation d'une deuxième ligne de crédit, d'un montant de 30 millions de dollars, auprès du FADES, destinée à poursuivre le programme de financement des PME amorcé avec une première ligne de 20 millions de dollars obtenue en 2012. Un accord de principe a été obtenu.
- Lancement d'un appel de fonds pour la 3<sup>ième</sup> tranche de la ligne de crédit FKDEA pour un montant d'environ 170 millions MRU. Pour mémoire : il s'agit d'une ligne de crédit d'environ 20 millions de dollars destinée au financement des PME ;
- Signature d'un Mémorandum entre l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA), le Ministère du Développement Rural (MDR) et la CDD devant permettre à ces institutions de mettre en synergie leurs efforts, chacun dans son domaine de compétence. Ce partenariat a fait l'objet d'une première convention pour un projet test d'introduction de laiteries de taille moyenne au profit de collectivités locales avec l'exigence de retour sur investissement. Les termes et conditions de ces contractualisations seront définis entre parties concernées ; l'objectif étant d'étendre l'expérience test à d'autres localités une fois qu'elle se révèle concluante ;
- Finalisation des mesures préparatoires pour la mise en place effective du Fonds de Refinancement des Institutions de la Micro finance (FOREMI). Il s'agit, en particulier de (i) l'extension du système d'information de la Caisse pour une meilleure prise en charge des activités du FOREMI et (ii) le recrutement d'une assistance technique pour l'élaboration des instruments financiers du Fonds en relation avec les procédures de la Banque Africaine de Développement.



## **2.2. APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES**

La Caisse des Dépôts et de Développement continue à assoir son profil de bras financier de l'Etat à travers l'accompagnement des priorités économiques de l'action gouvernementale. C'est dans ce registre, que les financements suivants ont été réalisés au cours de l'exercice 2018 :

- Un financement de 40 millions MRU au profit de la Société « Toumour Mauritania »,** créée pour la gestion de l'usine de conditionnement de dattes et des légumes à Atar. Ces fonds sont destinés à l'acquisition de moyens de transport et à la couverture des besoins en fonds de roulement induits par le cycle d'exploitation de l'usine ;
- Un financement de 35 millions MRU au profit de la Société « Chantiers Navals de Mauritanie ».** Ce financement est destiné à la mise en place d'un dispositif technique permettant la production de navires de 19m destinés à la pêche pélagique, suite à une première expérience réussie de fabrication d'embarcations pontées de 14m ;
- Un accord de financement pour un montant de 25 Millions MRU destiné à l'acquisition d'équipements et matériels médicaux au profit du Centre Hospitalier des Spécialités de Nouadhibou (CHSN).** L'objectif visé est d'exploiter un hôpital pavillonnaire d'une capacité 250 lits afin d'améliorer l'offre de soins dispensés dans la région.
- Un financement de 36,8 Millions MRU au profit de la « Mauritanienne de Sécurité Privée » (MSP),** destiné à l'acquisition d'une flotte de 60 taxis neufs pour desservir, de façon sécurisée, la ligne «aéroport international Oum Tounsi - Nouakchott-ville ». Pour mémoire : une première ligne de crédit de 45 millions MRU a été accordée à la société MSP en 2012. Elle a été intégralement recouvrée.

**Près de 300 millions MRU de financements accordés à des entreprises agissant dans l'intérêt**

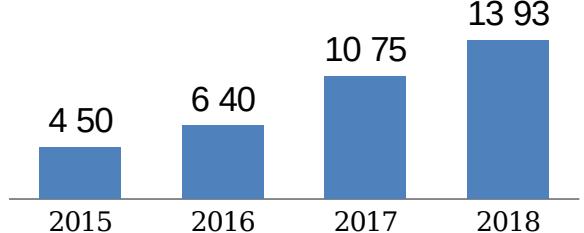
- Renouvellement de la convention avec l'ATTM relative à un découvert de 150 millions d'Ouguiyas MRU. Ce financement est destiné, essentiellement, à faire face aux besoins de trésorerie qui ont significativement augmenté, suite à sa fusion avec l'ENER.

## 2.3. FINANCEMENT DES PME

La CDD accorde une importance particulière au financement des PME du secteur privé. Elle les accompagne dans toutes les étapes de leur développement de sorte à les amener à améliorer la formalisation de leurs processus de gestion.

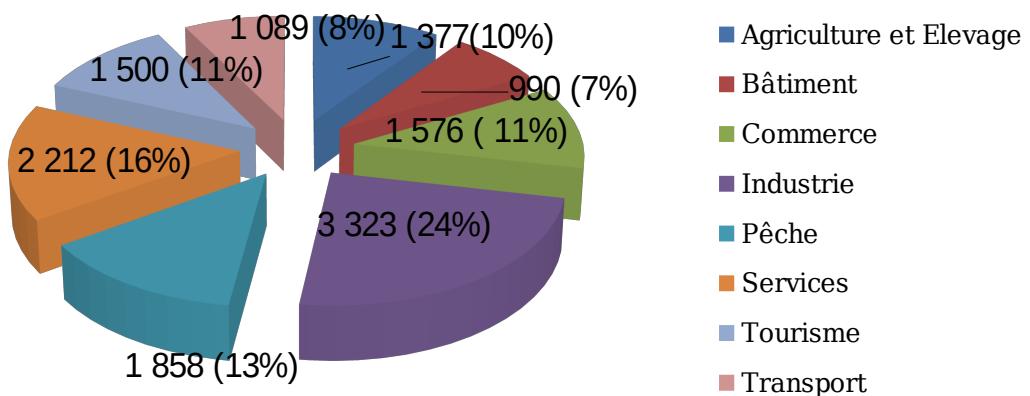
En 2018, plus de 318 millions MRU de financements ont été accordés à 87 PME, dont 52 nouvelles créations, opérant dans les différents secteurs d'activité économiques.

**Montants cumulés des financements accordés aux PME (millions MRU)**



Le portefeuille des financements accordés aux PME a connu une croissance de 29% en 2018, atteignant, au 31.12.2018, un total cumulé de 1393 millions MRU.

**Au 31.12.2018, près de 1.4 milliards MRU de financements accordés aux PME répartis par secteur d'activité (Montants en 100 KMRU)**



## 2.4. FONDS DE SOUTIEN A L'EMPLOI

Le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) est un programme social qui vise la promotion des activités initiées par la jeunesse ainsi que la viabilisation des quartiers en difficultés dans les périphéries des grandes villes du pays.

Sa gestion a été confiée, depuis 2012, à la CDD, sous forme d'un mandat de gestion bâti sur des conventions signées, pour chaque wilaya, avec l'Etat représenté par le Ministère des Finances.

Les conventions déjà signées couvrent une enveloppe de 825 millions MRU destinés à financer : (i) les activités génératrices de revenus durables (AGRД), (ii) les diplômés chômeurs (DC) et (iii) les Très Petites Entreprises (TPE).

Wilaya	Montants des conventions Etat/CDD (Millions MRU)
Adrar	25
Assaba	50
Brakna	50
Dakhlet NDB	150
Gorgol	50
Guidimaka	50
Hodh Echarghi	50
Hodh Elgharbi	50
Inchiri	25
Nouakchott	300
Tagant	25
<b>Total</b>	<b>825</b>

Des résultats importants ont été atteints grâce à ce programme, avec le financement de plus de 7600 projets de petite et moyenne tailles, pour une enveloppe atteignant environ 716 millions d'Ouguiya MRU.

En 2018 tous les financements accordés ont été effectués à partir du recyclage des fonds recouvrés de l'enveloppe déjà mise en place durant les années passées.

Synthèse des financements accordés depuis le démarrage du Fonds de Soutien à l'Emploi (situation au 31.12.2018)		
Wilaya	Nombre de dossiers financés	Montants accordés (MRU)
Adrar	776	31 290 000
Assaba	540	42 210 000
Brakna	1 183	52 870 000
Dakhlet Nouadhibou	791	147 382 864
Gorgol	713	50 543 800
Guidimatha	282	34 617 400
Hodh Charghi	515	44 366 000
Hodh El Gharbi	398	36 480 000
Inchiri	415	22 330 000
Nouakchott	1 780	237 357 721

Tagant	283	16 141 300
<b>Total général</b>	<b>7 676</b>	<b>715 589 085</b>

### 3. RAPPORT FINANCIER

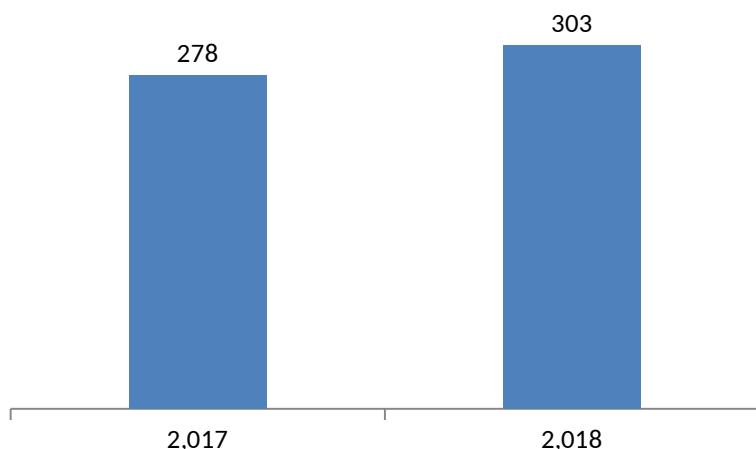
#### 3.1. Analyse des résultats

##### 3.1.1. Exploitation bancaire

###### i. Les produits d'exploitation bancaires

En 2018, les produits d'exploitation bancaires s'établissent à 303 millions MRU, soit une hausse de 9.1% par rapport à l'exercice 2017. Cette hausse résulte principalement de celles des produits sur opérations de placement (+5%), des produits d'opérations de crédit (21%) et des commissions (7%).

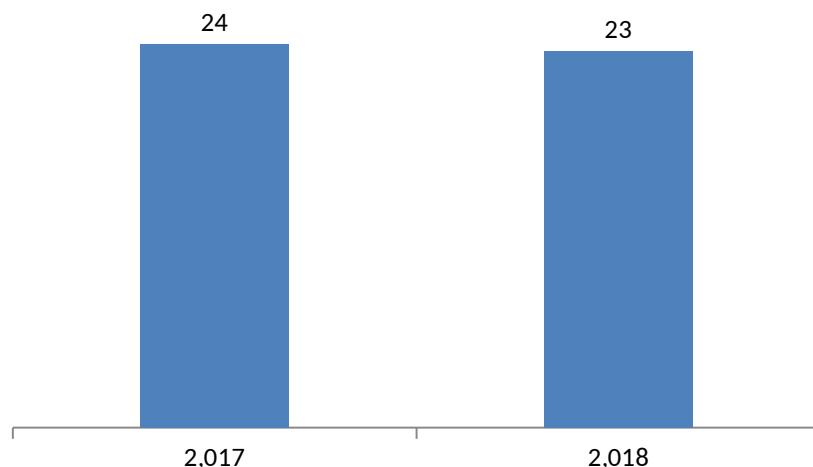
**Produits d'exploitation bancaires (en millions MRU)**



###### ii. Les charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaires ont connu en 2018 une légère baisse d'environ 2%. Elles s'établissent, en 2018, à 23 millions MRU.

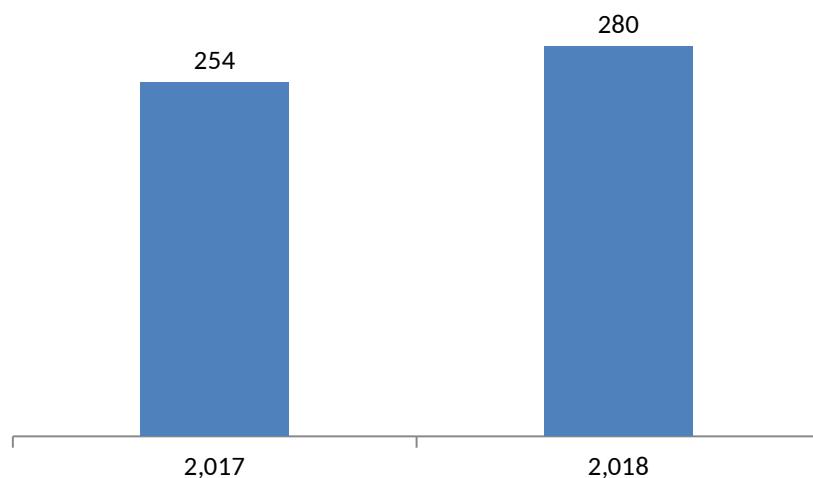
Charges d'exploitation bancaires (en millions MRU)



### iii. **Le Produit net bancaire**

Le produit net bancaire passe de 254 millions en 2017 à 280 millions en 2018, soit une hausse de 10%. Cette hausse est due à la fois à la hausse des produits d'exploitation bancaires et à la baisse des charges d'exploitation bancaires.

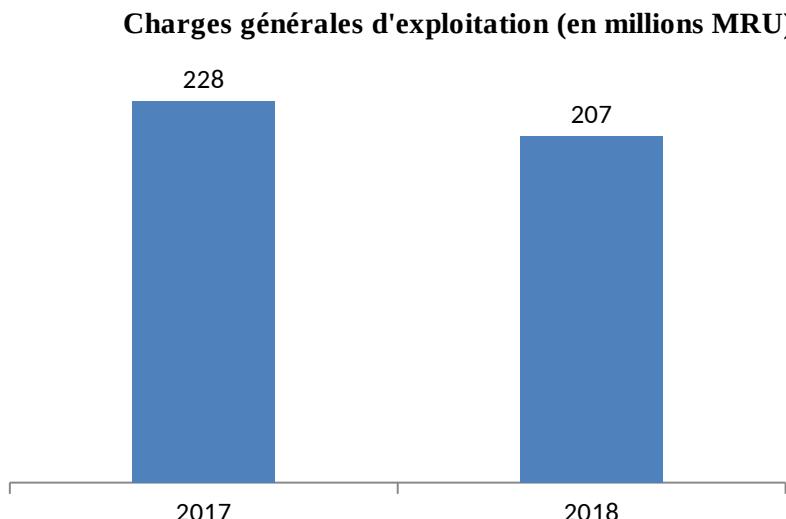
Produit net bancaire (en millions MRU)



#### **3.1.2. Exploitation générale**

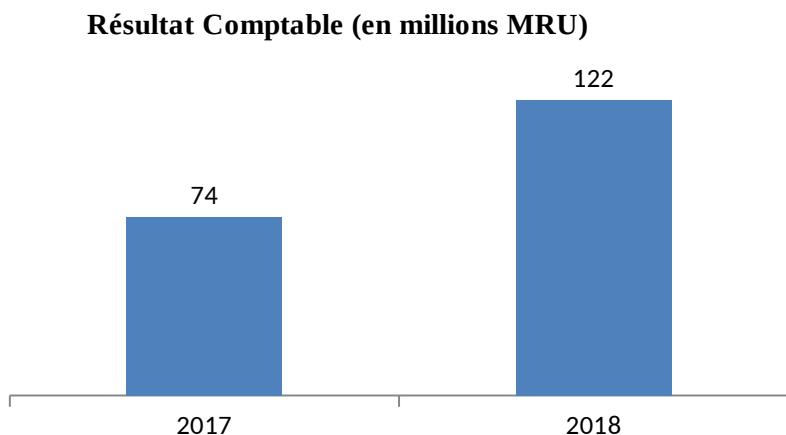
##### i. **Les charges générales d'exploitation**

Les charges générales d'exploitation affichent une diminution de 9% pour s'établir à 207 millions MRU en 2018, contre 228 millions en 2017.



## ii. Le résultat

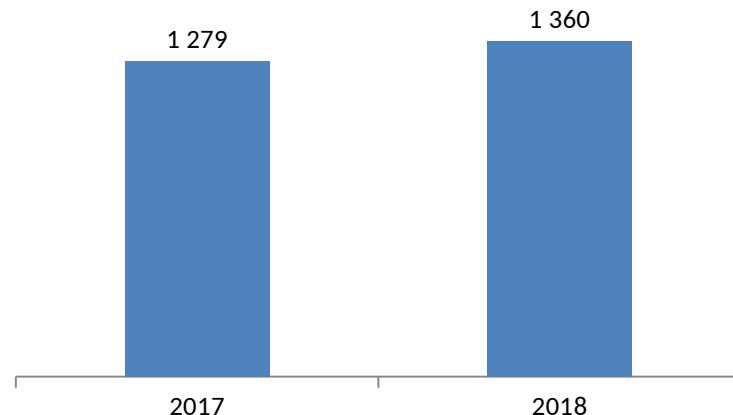
Le résultat comptable de l'année 2018 s'établit à 122 millions MRU, en hausse de 65 % par rapport à 2017. Ceci s'explique par la hausse du PNB (+10%) et par la baisse des provisions (-38%) et des dotations aux amortissements (-22%).



### 3.1.3. Capitaux propres

En 2018, les capitaux propres de la Caisse s'élèvent à 1360 millions MRU, soit une augmentation de 6% par rapport à 2017. Cette hausse est due essentiellement à la hausse des réserves (+27%) et des provisions (6%).

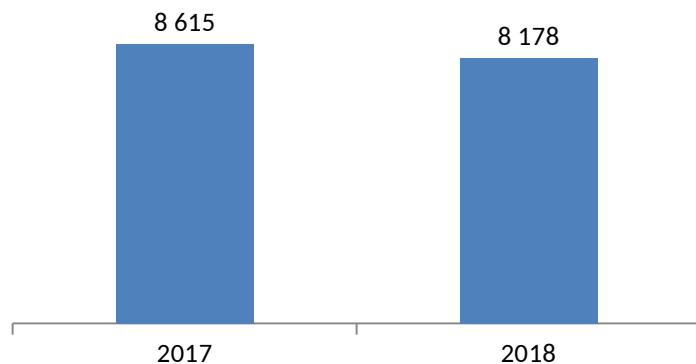
**Capitaux propres (en millions MRU)**



#### **3.1.4. Total bilan**

L'exercice 2018 a enregistré une baisse du total bilan de 5% pour atteindre 8 172 millions MRU contre 8 615 en 2017.

**Total bilan (en millions MRU)**



## 3.2. Etats financiers

### 3.2.1. Bilan actif

ACTIF	Montants en millions MRU					
	31/12/2017			31/12/2018		
	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
<b>Trésorerie et opération interbancaires</b>	<b>4 952</b>	<b>55</b>	<b>5 006</b>	<b>4 410</b>	<b>5</b>	<b>4 415</b>
Disponibilités CDD	282	55	337	197	5	202
Comptes déposants	4 227		4 227	3 754		3 754
Disponibilités Mandat de Gestion	46		46	30		30
Prêts à terme	397		397	429		429
<b>Crédits</b>	<b>1 464</b>	<b>607</b>	<b>2 071</b>	<b>1 496</b>	<b>768</b>	<b>2 264</b>
<b>Crédit Mandat de Gestion</b>	<b>302</b>		<b>302</b>	<b>278</b>		<b>278</b>
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	<b>312</b>	<b>442</b>	<b>755</b>	<b>302</b>	<b>445</b>	<b>747</b>
<b>Capital non versé</b>	<b>300</b>		<b>300</b>	<b>300</b>		<b>300</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>64</b>		<b>64</b>	<b>59</b>		<b>59</b>
Immobilisations corporelles	45		45	46		46
Frais et Valeurs Incorporels Immobilisés	20		20	12		12
<b>Titres de participation</b>	<b>116</b>		<b>116</b>	<b>116</b>		<b>116</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7 511</b>	<b>1 104</b>	<b>8 615</b>	<b>6 961</b>	<b>1 217</b>	<b>8 178</b>
<b>HORS BILAN</b>						
Mandat gestion	405		405	405		405
Garanties reçues	90		90	90		90
Cautions reçues	3		3	3		3
Cautions avance de démarrage	200		200	174		174
Cautions Bonne Fin	4		4	1		1
Garanties hypothécaire reçues	348	525	873	434	609	1 043
<b>TOTAL HORS BILAN</b>	<b>1 049</b>	<b>525</b>	<b>1 574</b>	<b>1 107</b>	<b>609</b>	<b>1 716</b>

### 3.2.2. Bilan Passif

PASSIF	Montants en millions MRU					
	31/12/2017			31/12/2018		
	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
<b>Trésorerie et opération interbancaires</b>	<b>6 000</b>	<b>6</b>	<b>6 006</b>	<b>5 346</b>	<b>24</b>	<b>5 370</b>
Dépôts à la CDD	4 708	6	4 714	4 137	24	4 161
Compte de Transformation	768		768	784		784
Opérations de Mandats de Gestion	428		428	425		425
Dépôts à terme	96		96			0
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	<b>742</b>	<b>22</b>	<b>764</b>	<b>776</b>	<b>31</b>	<b>807</b>
<b>Emprunt</b>		<b>566</b>	<b>566</b>		<b>642</b>	<b>642</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>769</b>	<b>509</b>	<b>1 279</b>	<b>839</b>	<b>520</b>	<b>1 360</b>
Capital libéré	252	450	702	252	450	702
Capital non libéré	300		300	300		300
Réserves	118	30	148	143	46	189
Provisions	66	7	73	69	8	78
Résultat avant impôts	44	30	74	101	21	122
IMF	-6	-1	-7	-6	-2	-8
BIC	-5	-6	-11	-19	-3	-22
<b>Résultat Net</b>	<b>33</b>	<b>22</b>	<b>55</b>	<b>76</b>	<b>16</b>	<b>91</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>7 511</b>	<b>1 104</b>	<b>8 615</b>	<b>6 961</b>	<b>1 217</b>	<b>8 178</b>
<b>HORS BILAN</b>						
C/P Mandat gestion	405		405	405		405
C/P Garanties reçues	90		90	90		90
C/P Cautions reçues	3		3	3		3
C/P avance de démarrage	200		200	174		174
Cautions Bonne Fin	4		4	1		1
Garanties hypothécaire reçues	348	525	873	434	609	1 043
<b>TOTAL HORS BILAN</b>	<b>1 049</b>	<b>525</b>	<b>1 574</b>	<b>1 107</b>	<b>609</b>	<b>1 716</b>

### 3.2.3. Compte de résultat

PRODUITS	Montants en millions MRU					
	31/12/2017			31/12/2018		
	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
Produits d'exploitation bancaire	221	57	278	231	73	303
Produits sur opérations de placements	189	15	203	199	15	214
Produits sur opér. de crédits	27	40	67	26	55	81
Commissions	6	2	8	6	2	8
Produits sur gestion sous mandat	17	-	17	17	-	17
Produits exceptionnels	5	-	5	2	-	2
Reprise/provision et amortissements	1	-	1	3	3	5
<b>TOTAL</b>	<b>244</b>	<b>57</b>	<b>301</b>	<b>253</b>	<b>75</b>	<b>328</b>

CHARGES	Montants en millions MRU					
	31/12/2017			31/12/2018		
	DDC	DD	CDD	DDC	DD	CDD
Charges liées à l'exploitation bancaire	4	19	24	3	20	23
Charges liées à l'investissement	5	0	5	4	1	5
Charges liées à l'activité	15	0	15	13	3	16
Autres charges et pertes	0,3	0,3	0,6	0,5	0,0	0,5
Charges du personnel	109	0	109	90	15	105
Impôts et taxes	19	1	20	20	2	22
Dotations amortissement.	11	0	11	9	0	9
Provision	34	4	38	8	15	24
Résultat	44	30	74	101	21	122
<b>TOTAL</b>	<b>244</b>	<b>57</b>	<b>301</b>	<b>253</b>	<b>75</b>	<b>328</b>

## 4. Perspectives

La Caisse des Dépôts et de Développement (CDD) envisage l'exécution d'un plan d'affaires couvrant les dix prochaines années et permettant l'accompagnement des priorités économiques de l'action gouvernementale en matière de développement économique et social du pays.

A travers la mobilisation des ressources financières internes et externes, la CDD, se positionne dans le financement du développement économique et social du pays par la poursuite simultanée de quatre voies : (i) le financement du secteur privé en général et les Petites et Moyennes Entreprises en particulier, (ii) le Fonds de soutien à l'Emploi, (iii) l'appui aux politiques publiques et (iv) le financement du secteur rural à travers la filiale Crédit Agricole de Mauritanie.

Le Plan d'affaires envisagé permettra à la CDD de consolider son action dans l'exercice de ses axes d'intervention, tels que déclinés plus haut, dans le respect des normes prudentielles qui encadrent son intervention et ses opérations. Elle s'emploiera, également, à œuvrer plus dans la voie du soutien aux initiatives en matière de transformations industrielles porteuses de valeur ajoutée pour l'économie et, plus généralement, à poursuivre son rôle d'investisseur au service de l'intérêt général au moyen de l'accompagnement de projets structurants en phase avec les priorités de développement économique et social définies par le Gouvernement.

Le présent document a pour but de présenter les hypothèses financières du plan d'affaires et les hypothèses du fonctionnement opérationnel de la CDD.

## Principales hypothèses

## Les ressources :

Les ressources financières de la Caisse proviennent des fonds propres, les consignations, les dépôts des entreprises publiques et parapubliques, les fonds publics affectés aux programmes de mandat de gestion et les ressources mobilisées auprès de bailleurs étrangers sous fermes de dons ou de crédits remboursables.

## Les fonds propres :

Les fonds propres de la Caisse vont être renforcés annuellement par l'affectation de 65% du résultat net de l'année. Les prévisions tablent sur l'appellation, en 2020, du capital non versé soit 300 Millions MRU.

## Les consignations et les dépôts des établissements publics :

Dans la limite du taux de transformation de 25%, les fonds se rapportant aux consignations et aux dépôts des établissements publics serviront aux financements des interventions relatives à l'appui à la politique publique et au financement des actifs d'intérêt général.

#### **Les fonds publiques affectés aux programmes gérés sous mandat :**

Il s'agit de ressources financières mises à la disposition de la CDD par le Trésor public pour le financement des programmes spécifiques tels que le fonds de soutien à l'emploi, le fonds de refinancement des institutions de micro finance, le financement du secteur rural et tout autre intervention ponctuelle décidée par le Gouvernement. Seuls les fonds déjà affectés à la CDD sont pris en compte dans les prévisions du plan d'affaires.

#### **Les lignes de crédits extérieures :**

Les emplois programmés seront couverts, partiellement, par les fonds issus des lignes de crédit déjà contractées ou actuellement en négociation. Les prévisions se basent sur les lignes suivantes:

- Un montant de 3 050 000 Dinar Koweitien correspondant au reliquat d'une ligne de crédit de 6 Millions de Dinar obtenue auprès du Fonds Koweitien au conditions suivantes:
  - Maturité : 27 ans ;
  - Taux d'intérêts : 2% par an ;
  - Période de grâce : 5 ans de différé en capital ;
  - Plan de décaissement : Deux tranches en 2019.
- Un montant de 25 Millions USD correspondant à un accord de principe obtenu auprès du Fonds Khalifa pour un financement dont les conditions sont en cours de négociation. En attendant la définition des conditions, le calcul des prévisions s'est basé sur l'alignement aux conditions de la ligne du Fonds Koweitien à savoir:
  - Maturité : 27 ans ;
  - Taux d'intérêts : 2% par an ;
  - Période de grâce : 5 ans de différé en capital ;
  - Plan de décaissement : En cinq tranches annuelles de 5 Millions USD chacune, la première en 2019 et la dernière en 2023.
- Un montant de 30 Millions USD correspondant à une requête de financement en cours d'instruction auprès du FADES. Les conditions retenues sont celles de la première ligne accordée par le même bailleur en 2013. Il s'agit de :
  - Maturité : 10 ans ;

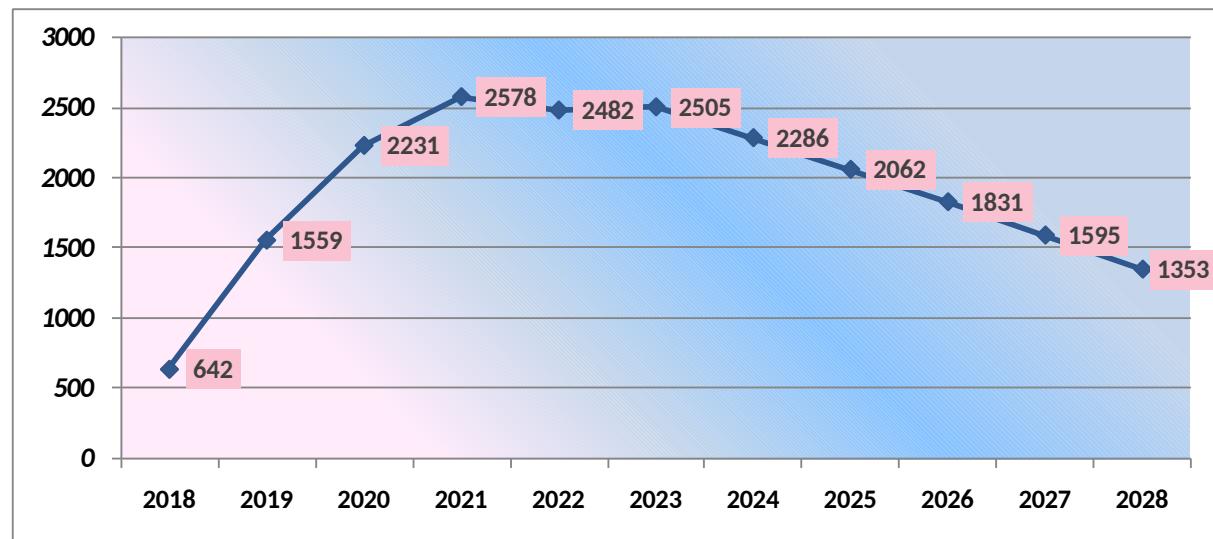
- o Taux d'intérêts : 3% par an ;
- o Période de grâce : 3 ans de différé en capital ;
- o Plan de décaissement : En trois tranches 9 Millions USD en 2019, 15 Millions en 2020 et 6 Millions en 2021.

La version initiale du Plan d'affaires se limite aux ressources déjà identifiées et ne prend pas en compte les lignes de crédit susceptibles d'être mobilisées durant la période du Plan d'affaires. Cependant, le document peut être actualisé en fonction de l'évolution du dossier "Mobilisation des financements extérieurs".

S'agissant de l'évolution de l'endettement la tendance retenue fait apparaître deux phases:

- La phase d'accroissement de l'endettement durant les trois premières années suite au déblocage progressif des lignes de crédit et à l'effet des périodes de différé ;
- La phase de désendettement sur le reste de la période consécutivement aux remboursements des lignes de crédit dans l'hypothèse de non prise en compte de nouvelles lignes de crédit.

Le graphique suivant récapitule l'évolution de l'endettement sur la période considérée:



Evolution de l'endettement en Millions MRU

## Les emplois :

Les emplois sont composés essentiellement de placements auprès des établissements financiers, les crédits accordés à la clientèle et les immobilisations d'exploitation:

## Les placements auprès des établissements financiers :

Environ 75% des dépôts et consignations seront déposés en permanence dans des comptes ouverts au trésor et productifs d'intérêts au taux de 4% brut par an. Les excédents de trésorerie serviront de l'alimentation de dépôts à terme auprès des banques de la place produisant une rémunération moyenne de 6% brut par an contre une maturité moyenne de 90 jours.

Les prévisions prévoient une diminution des dépôts au trésor due au changement du dispositif de gestion des allocation budgétaires accordées aux établissements publics, ce qui réduira le solde moyen des dépôts. Quant aux placements en DAT les prévisions tablent sur une évolution positive et proportionnelle à l'amélioration des excédents de trésorerie.

#### Les crédits à la clientèle :

Le développement du secteur privé en général et la petite et moyenne entreprise en particulier constitue l'une des priorités du plan stratégique de la CDD sur les dix prochaines années; en effet, le financement de projets créateurs de valeur ajoutée et pourvoyeurs d'emplois durables au profit des PME connaîtra une évolution significative durant la période considérée.

Les prévisions sont calculées sur la base des conditions d'octroi ci-après:

##### **➤ Le crédit aux PME:**

- Taux d'intérêts facturé: 10% par an;
- Maturité moyenne: 4 ans

##### **➤ Le financement des actifs d'intérêts général :**

- Taux d'intérêts facturé: 6% par an;
- Maturité moyenne: 6 ans

##### **➤ Le financement du fonds de soutien à l'emploi :**

- Taux d'intérêts facturé: 6% par an;
- Maturité moyenne: 3 ans

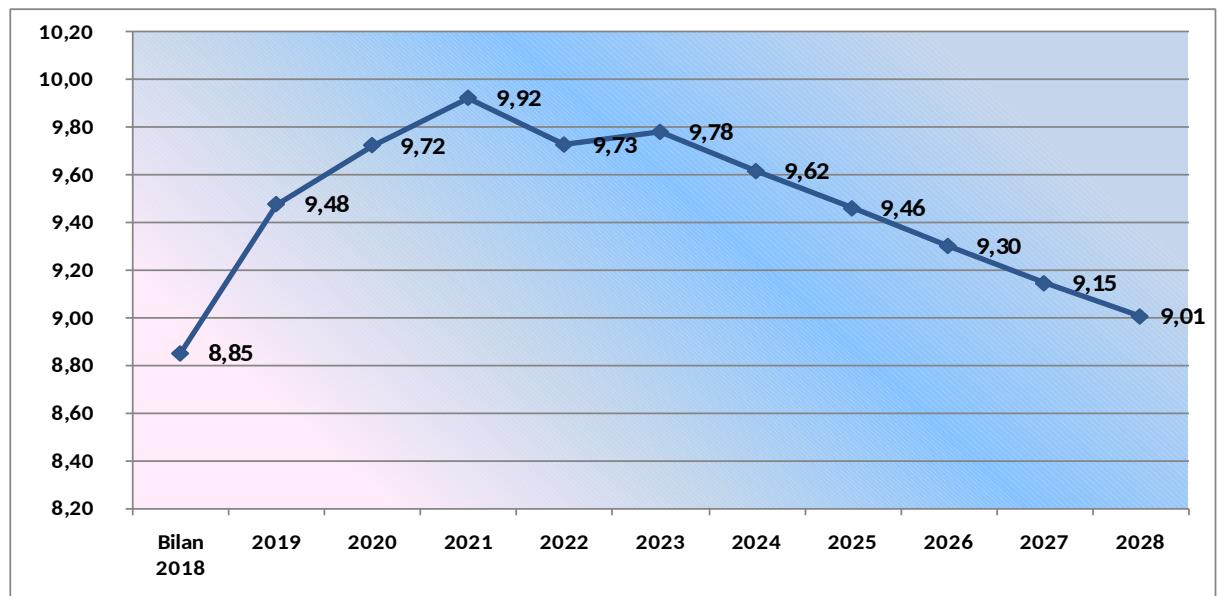
Sur les dix prochaines années, la CDD s'emploiera à attendre les objectifs quantitatifs ci-après:

مجموع التمويلات المزمع صنحها في الاقتصاد الموريتاني				
منها:				
55 000 000	66%	دولار أمريكي		
27 758 500	34%	دولار أمريكي		
عدد المشاريع المتوقع تمويلها				
منها:				
7 324	74%	مشروعًا		
2 609	26%	مشروعًا		
5 562	56%	مشروعًا		
7 448	75%	مشروعًا		
2 582	26%	مشروعًا		
عدد فرص العمل التي سيتم توفيرها				
منها:				
12 517	51%	فرصة عمل		
11 992	49%	فرصة عمل		

## Les Projections financières

### Le Bilan :

Sur la période considérée le total du bilan évoluera comme suit:



Evolution du total du bilan en Milliard MRU

*Bilans prévisionnels des 10 prochaines années*

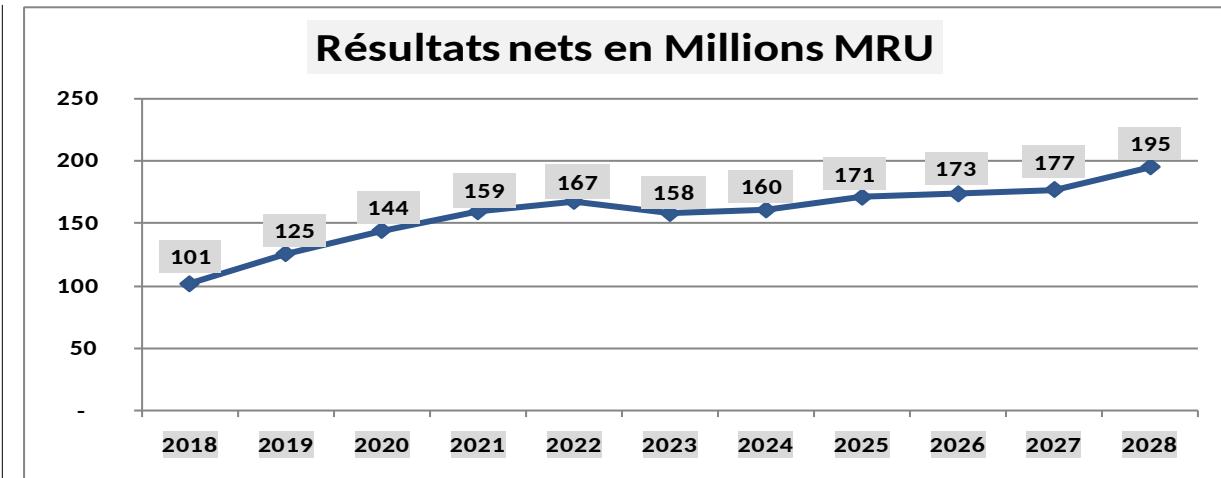
Présentés en MRU

<i>Actif</i>	Bilan 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>4 820 347 919</b>	<b>5 019 286 932</b>	<b>5 385 679 038</b>	<b>5 412 253 939</b>	<b>5 145 442 122</b>	<b>5 286 344 638</b>	<b>5 202 040 002</b>	<b>4 801 528 670</b>	<b>4 380 733 018</b>	<b>3 908 433 665</b>	<b>3 047 964 761</b>
Disponibilités CDD	201 926 062	211 516 396	225 607 979	226 721 211	215 544 371	221 446 827	217 915 275	201 137 716	183 509 601	163 725 654	127 680 310
Comptes déposants	4 159 491 488	4 331 797 130	4 620 388 842	4 643 187 523	4 414 288 932	4 535 169 605	4 462 844 408	4 119 244 637	3 758 225 732	3 353 055 995	2 614 857 341
Comptes des dépôts auprès du Trésor	4 009 162 413	4 305 609 744	4 592 456 808	4 615 117 662	4 387 602 213	4 507 752 753	4 435 864 791	4 094 342 213	3 735 505 807	3 332 785 477	2 599 049 519
Comptes des dépôts auprès de la BCM	150 329 074	26 187 386	27 932 034	28 069 861	26 686 081	27 416 851	26 979 617	24 902 424	22 719 926	20 270 518	15 807 822
Disponibilités Mandat de Gestion	29 690 400	31 100 524	33 172 494	33 336 179	31 692 781	32 560 655	32 041 390	29 574 484	26 982 517	24 073 565	18 773 602
Prêts à terme	429 240 000	474 872 882	506 509 723	509 009 026	483 916 038	497 167 572	489 238 928	451 571 833	411 995 167	367 578 470	286 653 508
Prêts à terme	479 240 000	527 247 596	562 373 730	565 148 687	537 288 141	552 001 213	543 198 104	501 376 627	457 434 968	408 119 462	318 269 117
Provisions.dép.cpt.interm.Financiers	-50 000 000	-52 374 714	-55 864 007	-56 139 660	-53 372 103	-54 833 642	-53 959 175	-49 804 793	-45 439 801	-40 540 991	-31 615 609
<b>Crédit à la clientèle</b>	<b>2 828 781 016</b>	<b>3 124 127 619</b>	<b>3 294 932 773</b>	<b>3 433 141 023</b>	<b>3 486 439 845</b>	<b>3 420 757 028</b>	<b>3 358 631 157</b>	<b>3 554 967 668</b>	<b>3 765 038 235</b>	<b>4 016 744 907</b>	<b>4 589 393 398</b>
Crédit à la clientèle	1 429 808 258	1 644 923 075	1 838 948 694	1 990 967 966	2 065 238 749	2 032 718 995	1 994 127 455	2 198 889 136	2 419 169 299	2 661 086 228	3 218 613 789
Provisions.dép.cptes de la clientèle	-95 429 199	-109 786 533	-122 736 318	-132 882 488	-137 839 517	-135 669 062	-133 093 361	-146 759 699	-161 461 782	-177 607 960	-214 818 829
Crédits pour appui à la politique publique	1 200 000 000	1 224 000 000	1 226 880 000	1 242 432 000	1 254 493 440	1 258 492 954	1 273 866 467	1 282 749 653	1 288 396 581	1 311 778 860	1 335 902 006
Crédit Mandat de Gestion	278 404 957	255 204 544	229 104 080	199 741 057	166 707 656	129 545 080	90 637 234	73 328 878	57 527 356	43 879 819	34 877 603
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	<b>716 256 331</b>	<b>826 528 088</b>	<b>869 998 772</b>	<b>901 799 650</b>	<b>917 287 541</b>	<b>886 538 491</b>	<b>880 622 644</b>	<b>931 147 344</b>	<b>985 316 469</b>	<b>1 060 418 468</b>	<b>1 199 513 432</b>
Comptes d'attente CDD	182 488 961	202 688 439	213 770 006	222 736 738	226 194 681	221 933 284	217 902 656	230 640 657	244 273 271	260 600 031	297 752 556
Provisions.dép.cptes déb.divers	-2 123 072	-2 358 072	-2 486 995	-2 591 314	-2 631 543	-2 581 966	-2 535 074	-2 683 268	-2 841 869	-3 031 814	-3 464 046
Comptes d'attente Mandats De Gestion	12 011 200	11 010 267	9 884 217	8 617 411	7 192 254	5 588 952	3 910 354	3 163 621	2 481 898	1 893 103	1 504 721
Comptes de liaison & Inter activité	553 879 242	615 187 454	648 821 543	676 036 815	686 532 150	673 598 221	661 364 708	700 026 303	741 403 170	790 957 148	903 720 201
<b>Capital non versé</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>0</b>								
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>58 726 103</b>	<b>61 823 296</b>	<b>57 282 924</b>	<b>55 253 619</b>	<b>61 167 553</b>	<b>57 601 012</b>	<b>58 102 775</b>	<b>56 476 990</b>	<b>55 621 586</b>	<b>55 185 935</b>	<b>55 327 256</b>
<b>Titres de participation</b>	<b>116 100 000</b>										
<b>Total Actif</b>	<b>8 854 214 399</b>	<b>9 477 865 935</b>	<b>9 723 983 507</b>	<b>9 921 548 231</b>	<b>9 726 437 062</b>	<b>9 779 341 220</b>	<b>9 615 516 578</b>	<b>9 460 220 642</b>	<b>9 302 844 308</b>	<b>9 146 882 995</b>	<b>9 008 298 847</b>
<i>Passif</i>	Bilan 2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>Trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>6 028 496 041</b>	<b>5 655 920 900</b>	<b>5 162 402 786</b>	<b>4 956 806 506</b>	<b>4 761 611 469</b>	<b>4 722 269 227</b>	<b>4 663 519 665</b>	<b>4 684 741 813</b>	<b>4 577 224 452</b>	<b>4 539 866 215</b>	<b>4 506 506 317</b>
Dépôts à la CDD	4 819 869 514	4 337 882 562	3 904 094 306	3 708 889 591	3 523 445 111	3 452 976 209	3 383 916 685	3 316 238 351	3 249 913 584	3 184 915 312	3 121 217 006
Compte de Transformation	783 662 467	867 576 512	780 818 861	741 777 918	704 689 022	690 595 242	676 783 337	663 247 670	649 982 717	636 983 062	624 243 401
Opérations de Mandats de Gestion	424 964 061	450 461 905	477 489 619	506 138 996	536 507 336	568 697 776	602 819 643	638 988 821	677 328 151	717 967 840	761 045 910
<b>Dépôts à terme</b>	<b>0</b>										
<b>Comptes d'attente et de régularisation</b>	<b>700 252 006</b>	<b>700 252 006</b>	<b>732 000 619</b>	<b>668 155 809</b>	<b>641 546 116</b>	<b>616 674 713</b>	<b>609 896 315</b>	<b>603 506 790</b>	<b>597 756 760</b>	<b>592 417 833</b>	<b>587 582 657</b>
Comptes d'attente CDD	146 893 817	137 815 438	125 790 089	120 780 411	116 098 006	114 821 874	113 634 014	112 536 426	111 531 295	110 621 003	109 808 136
Comptes d'attente Mandats De Gestion	78 202 449	73 369 356	66 967 373	64 300 351	61 807 560	61 128 181	60 495 795	59 911 467	59 376 362	58 891 746	58 458 997
Comptes de liaison & Inter activité	555 155 740	520 845 825	475 398 428	456 465 355	438 769 146	433 946 260	429 456 981	425 308 867	421 510 176	418 069 908	414 997 842
<b>Emprunt</b>	<b>611 980 505</b>	<b>1 558 753 240</b>	<b>2 231 456 154</b>	<b>2 577 745 418</b>	<b>2 482 428 357</b>	<b>2 505 244 498</b>	<b>2 286 276 468</b>	<b>2 061 723 175</b>	<b>1 831 451 379</b>	<b>1 595 356 172</b>	<b>1 353 330 950</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>1 403 485 816</b>	<b>1 482 939 709</b>	<b>1 598 093 947</b>	<b>1 718 810 419</b>	<b>1 837 821 119</b>	<b>1 95 182 782</b>	<b>2 055 824 131</b>	<b>2 176 458 835</b>	<b>2 296 411 717</b>	<b>2 419 242 776</b>	<b>2 560 878 922</b>
Capital libéré	702 079 240	702 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240	1 002 079 240
Capital non libéré	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves	188 659 360	254 574 410	336 137 078	429 748 633	533 025 648	641 680 419	744 061 157	848 297 990	959 127 916	1 071 675 009	1 186 460 651
Provisions	77 536 886	100 805 032	115 859 852	128 124 831	135 555 045	143 914 296	149 319 375	155 551 026	162 055 187	168 895 232	177 631 134
<b>Résultat Net de l'exercice</b>	<b>135 210 360</b>	<b>125 481 026</b>	<b>144 017 777</b>	<b>158 887 715</b>	<b>167 161 186</b>	<b>157 508 828</b>	<b>160 364 358</b>	<b>170 507 579</b>	<b>173 149 374</b>	<b>176 593 295</b>	<b>194 707 897</b>
<b>Total passif</b>	<b>8 854 214 399</b>	<b>9 477 865 935</b>	<b>9 723 983 507</b>	<b>9 921 548 231</b>	<b>9 726 437 062</b>	<b>9 779 341 220</b>	<b>9 615 516 578</b>	<b>9 460 220 642</b>	<b>9 302 844 308</b>	<b>9 146 882 995</b>	<b>9 008 298 847</b>



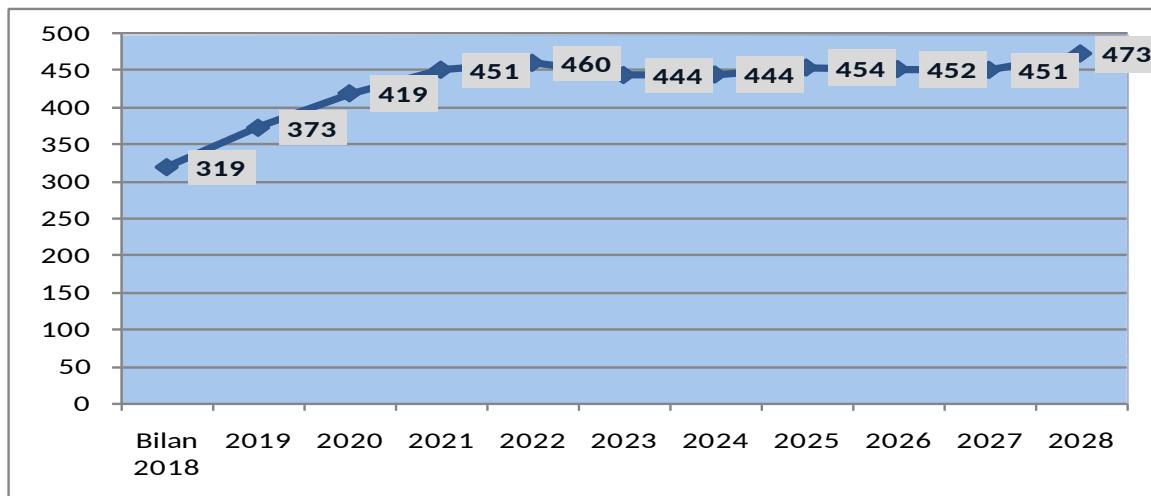
## Le Compte de résultat :

Les prévisions font ressortir des résultat nets annuels ci-après:



## Les produits

Le cumul des produits prévisionnels des 10 prochaines années s'élève à **4,73 Milliards MRU**. Le graphique suivant présente les produits prévisionnels en Millions MRU et par année:



Ces produits proviennent des centres de profits ci-après:

## Les revenus d'intérêts :

Les produits d'intérêts proviennent de trois emplois:

- **Les placements au trésor:** En application de l'arrêté du Ministre des Finances régissant les relations entre le trésor public et la Caisse des Dépôts et de Développement, les dépôts au trésor sont productifs d'intérêts au taux de **4%**; les projections financières se basent sur le maintien de cette disposition sur toute la période.

- **Les placements auprès des banques:** Pour soutenir la trésorerie des banques de la place par des placements de courtes échéances, la CDD négocie des dépôts à terme au taux moyen de **6%** et une maturité de 90 jours. Les prévisions tablent sur l'affectation des excédents de trésorerie à ce type d'emplois.
- **Les crédits à la clientèle:** Les lignes de crédit obtenues auprès des partenaires étrangers sont totalement affectées au financement de projets au profit des promoteurs du secteur privé. Les crédits accordés aux Petites et moyennes entreprises sont facturés au taux de 10% par an.
- **Les crédits pour appui à la politique publique:** Il s'agit d'actifs d'intérêt général financés sur le compte de transformation des dépôts et dont le risque du crédit est supporté par l'Etat. Compte tenu de l'absence du risque du crédit et la gratuité des ressources financières utilisées, la rémunération appliquée aux emplois d'appui à la politique publique est fixée à **3% par an.**

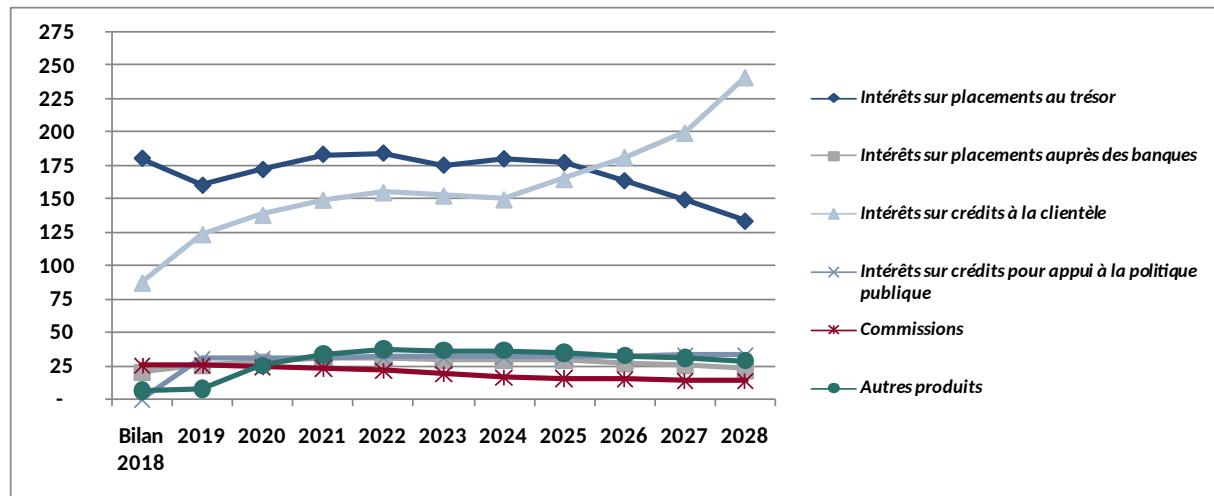
#### Les commissions :

Les commissions proviennent essentiellement de l'exploitation bancaire ordinaire et de la rémunération reçue de l'état en contre partie de l'exécution des programmes gérés sous mandat. Par prudence, les prévisions sont basées sur une diminution continue des commissions attendues de la gestion du fonds de soutien à l'emploi au fur et à mesure de la diminution de l'encours des crédits adossés à ce programme.

#### Autres produits :

Les hypothèses du business plan retiennent le principe de reprise sur les provisions constituées sur des crédits adossées à des suretés réelles dont le recouvrement du principal n'est pas en mise en doute. Des produits exceptionnels sont programmés annuellement au titre des éventuelles plus-values potentielles sur les cessions d'immobilisations.

La contribution de chaque centre de profit, en millions MRU, est présentée comme suit:



### Les charges:

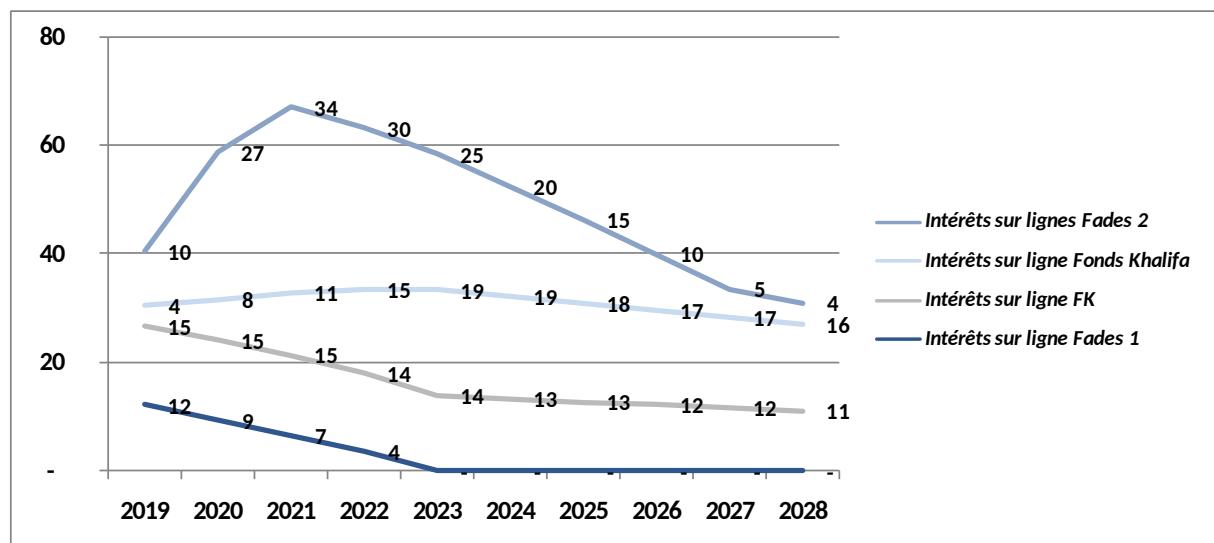
Les charges prévisionnelles sont estimées sur la base des considérations suivantes:

#### Les charges d'intérêts :

Ils s'agit des intérêts servis aux bailleurs, ils correspondent au principal restant dû auquel sont appliqués les taux d'intérêts prévus par les différentes conventions. Etant donné que les lignes de crédit sont contractées en devise les intérêts sont convertis en MRU aux taux de change prévisionnels ci-après:

Evolution taux de change	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Evolution	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
USD/MRU	37,14	37,59	38,04	38,49	38,96	39,42	39,90	40,37	40,86	41,35
DK/MRU	121,75	123,21	124,69	126,19	127,70	129,24	130,79	132,36	133,94	135,55
UC/MRU	51,39	51,39	51,39	51,39	51,39	51,39	51,39	51,39	51,39	51,39

Les intérêts à servir sur les quatres lignes de crédit sont valorisés comme suit:



### Les intérêts sur les lignes de crédit (En Millions MRU)

#### Les charges d'exploitation :

L'évolution prévisionnelle des charges d'exploitation est calculée sur la base des hypothèses suivantes:

- Les charges du personnel qui constituent l'élément le plus important des charges d'exploitation évoluent légèrement au rythme de l'avancement statutaire du personnel, les recrutements resteront limités au remplacement des employés mis à la retraite pour garder le même nombre d'effectif.
- Les autres charges d'exploitation sont calculées avec la prise en compte d'un taux d'inflation annuelle de l'ordre de 5%.
- Les amortissements sont calculés conformément aux dispositions du code général des impôts;
- Les provisions pour risque de change correspondent à l'écart d'évaluation du principal restant dû des crédits contractés en devise valorisées au taux de change prévisionnel de l'année;

## Comptes de résultat prévisionnels 2019 - 2028

Présentés en MRU

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
<b>1. REVENUS</b>	<b>319 460 606</b>	<b>372 562 476</b>	<b>419 060 335</b>	<b>450 747 648</b>	<b>460 074 905</b>	<b>443 686 374</b>	<b>444 344 731</b>	<b>453 716 333</b>	<b>451 788 79</b>	<b>450 508 264</b>	<b>472 707 539</b>
<b>Evolution</b>		<b>17%</b>	<b>12%</b>	<b>8%</b>	<b>2%</b>	<b>-4%</b>	<b>0%</b>	<b>2%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>5%</b>
<b>11. Revenus d'Intérêts</b>	<b>287 741 604</b>	339 490 127	369 237 915	394 083 453	401 098 954	388 355 337	391 162 047	403 552 274	404 374 437	405 931 324	429 556 633
Placements au trésor	180 690 000	160 366 497	172 224 390	183 698 272	184 604 706	175 504 114	180 310 110	177 434 592	163 773 689	149 420 232	133 311 419
Placements auprès des banques	<b>20 081 376</b>	25 754 400	28 492 373	30 390 583	30 540 542	29 034 962	29 830 054	29 354 336	27 094 310	24 719 710	22 054 708
Crédits à la clientèle	86 970 228	123 369 231	137 921 152	149 322 597	154 892 906	152 453 925	149 559 559	164 916 685	181 437 697	199 581 467	241 396 034
Crédits pour appui à la politique publique	-	30 000 000	30 600 000	30 672 000	31 060 800	31 362 336	31 462 324	31 846 662	32 068 741	32 209 915	32 794 472
<b>12. Commissions</b>	<b>25 321 625</b>	25 368 653	24 610 582	23 512 181	21 680 103	19 031 176	16 717 863	16 006 156	15 057 607	14 262 481	14 381 737
Commissions sur exploitation bancaire	<b>8 196 625</b>	<b>9 670 736</b>	<b>10 518 134</b>	<b>11 225 885</b>	<b>11 425 729</b>	<b>11 062 714</b>	<b>11 142 666</b>	<b>11 495 615</b>	<b>11 519 035</b>	<b>11 563 384</b>	<b>12 236 376</b>
Commissions sur mandat de gestion	<b>17 125 000</b>	<b>15 697 917</b>	<b>14 092 448</b>	<b>12 286 296</b>	<b>10 254 374</b>	<b>7 968 463</b>	<b>5 575 198</b>	<b>4 510 541</b>	<b>3 538 572</b>	<b>2 699 097</b>	<b>2 145 360</b>
<b>13. Autres produits</b>	<b>6 397 378</b>	<b>7 703 696</b>	<b>25 211 839</b>	<b>33 152 014</b>	<b>37 295 847</b>	<b>36 299 861</b>	<b>36 464 821</b>	<b>34 157 908</b>	<b>32 286 835</b>	<b>30 404 459</b>	<b>28 769 170</b>
Produits exceptionnels	<b>3 454 078</b>	4 025 546,3	4 345 394,5	4 607 400,6	4 664 590,1	4 494 761,7	4 500 205,4	4 629 056,4	4 627 662,0	4 636 066,6	4 898 044,3
Reprises sur provisions et amortissements	<b>2 943 300</b>	3 678 150	20 866 444	28 544 614	32 631 257	31 805 099	31 964 615	29 528 846	27 659 173	25 768 393	23 871 125
<b>2. CHARGES</b>	<b>184 250 246</b>	<b>205 254 441</b>	<b>227 086 632</b>	<b>238 897 361</b>	<b>237 198 323</b>	<b>233 674 604</b>	<b>230 525 587</b>	<b>226 372 895</b>	<b>220 853 046</b>	<b>215 140 538</b>	<b>213 097 010</b>
<b>2.1 Charges d'Intérêts</b>	<b>24 375 845</b>	40 497 305	58 723 905	67 112 090	63 126 813	58 451 894	52 483 750	46 363 953	40 089 723	33 658 235	31 053 901
Intérêts sur ligne Fades 1		12 144 911	9 358 935	6 504 347	3 579 901	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur ligne FK		14 610 446	14 785 772	14 963 201	14 454 452	13 931 339	13 393 589	12 840 927	12 273 073	11 689 741	11 090 642
Intérêts sur ligne Fonds Khalifa		3 714 040	7 517 217	11 411 135	15 397 425	19 477 743	18 815 500	18 134 558	17 434 564	16 715 159	15 975 977
Intérêts sur lignes Fades 2		10 027 908	27 061 981	34 233 406	29 695 034	25 042 812	20 274 661	15 388 468	10 382 086	5 253 336	3 987 282
Produit Net Bancaire	<b>288 687 384</b>	<b>324 361 475</b>	<b>335 124 591</b>	<b>350 483 544</b>	<b>359 652 244</b>	<b>348 934 619</b>	<b>355 396 161</b>	<b>373 194 477</b>	<b>379 342 321</b>	<b>386 535 570</b>	<b>412 884 469</b>
<b>2.2 Charges d'exploitation</b>	<b>159 874 401</b>	164 757 136	168 312 727	171 785 272	174 066 510	175 222 710	178 041 837	180 008 942	180 763 323	181 482 302	182 043 109
Charges liées à l'investissement	4 601 891	4 739 948	4 882 146	5 028 611	5 179 469	5 334 853	5 494 899	5 659 745	5 829 538	6 004 424	6 184 557
Charges & perte diverses	4 760 485	4 903 300	5 050 399	5 201 911	5 357 968	5 518 707	5 684 268	5 854 796	6 030 440	6 211 353	6 397 694
Frais du personnel	104 757 220	105 804 792	106 862 840	107 931 469	109 010 783	110 100 891	111 201 900	112 313 919	113 437 058	114 571 429	115 717 143
Impôts taxes et versements assimilés	15 786 933	18 612 090	20 071 676	21 408 886	21 514 525	20 453 908	21 014 016	20 678 893	19 086 800	17 413 994	15 536 613
Charges non décaissables	15 865 293	16 341 252	16 831 489	17 336 434	17 856 527	18 392 223	18 943 990	19 512 309	20 097 679	20 700 609	21 321 627
Dotations aux Amortissement des immo.	8 508 993	7 916 453	7 263 074	7 462 805	6 138 316	3 604 261	3 299 061	3 095 657	2 770 061	2 493 589	2 982 216
Prov.P/ Depr de la Clientèle	7 356 300	8 463 056	9 461 309	10 243 442	10 625 562	10 458 249	10 259 697	11 313 187	12 446 519	13 691 170	16 559 625
Dotations aux provisions Risque de change		18 483 240	26 459 954	30 566 151	29 435 909	29 706 101	27 109 998	24 447 310	21 716 815	18 917 267	16 047 403
Résultat avant impôts	<b>135 210 360</b>	<b>167 308 035</b>	<b>192 023 703</b>	<b>211 850 287</b>	<b>222 881 582</b>	<b>210 011 770</b>	<b>213 819 144</b>	<b>227 343 488</b>	<b>230 865 832</b>	<b>235 457 727</b>	<b>259 610 530</b>
BIC	33 802 590	41 827 009	48 005 926	52 962 572	55 720 395	52 502 943	53 454 786	56 835 860	57 716 458	58 864 432	64 902 632
Résultat Net	<b>101 407 770</b>	<b>125 481 026</b>	<b>144 017 777</b>	<b>158 887 715</b>	<b>167 161 186</b>	<b>157 508 828</b>	<b>160 364 358</b>	<b>170 507 579</b>	<b>173 149 374</b>	<b>176 593 295</b>	<b>194 707 897</b>
Renforcement FP (50% du résultat net)	65 915 051	81 562 667	93 611 555	103 277 015	108 654 771	102 380 738	104 236 833	110 829 926	112 547 093	114 785 642	126 560 133
Cumulé		81 562 667	175 174 222	278 451 237	387 106 008	489 466 746	593 723 579	704 553 505	817 100 599	931 886 240	1 058 446 374
Résultat après distribution	<b>35 492 720</b>	<b>43 918 359</b>	<b>50 406 222</b>	<b>55 610 700</b>	<b>58 506 415</b>	<b>55 128 090</b>	<b>56 127 525</b>	<b>59 677 633</b>	<b>60 602 281</b>	<b>61 807 653</b>	<b>68 147 764</b>



## Le plan de trésorerie prévisionnelle :

